

## 4

---

# Comment le capitalisme a remporté le conflit du siècle : le basculement des années 1956-1968

*Jean-Charles Asselain*

Les historiens les plus lucides déclinent toute compétence pour dégager « les enseignements du passé » à l'égard de l'avenir. Au contraire, la démarche consistant à partir des réalités d'aujourd'hui pour formuler de nouveaux questionnements sur les évolutions historiques doit être tenue pour pleinement légitime et susceptible de permettre une meilleure compréhension tant du passé que du présent. En ce sens, toute l'histoire du système soviétique reste à réécrire. À condition bien sûr de ne pas tomber dans le sophisme de la « prophétie après l'événement », en racontant une histoire en trompe l'œil où tout semblerait converger vers un dénouement connu d'avance.

En cette fin de siècle, où toutes les interrogations convergent de nouveau sur le destin du capitalisme et ses problèmes, il n'est pas inutile de rappeler que soixante-quatorze ans d'histoire soviétique (1917-1991) ont représenté plus qu'une simple péripétie, plus qu'un épisode parmi d'autres sur le chemin de l'inéluctable mondialisation. Avec la dépression des années trente, la conviction s'était largement répandue, bien au-delà des courants marxistes, que la phase ascendante du capitalisme se trouvait désormais révolue. Lorsque Sternberg publie aux États-Unis, peu avant la mort de Staline, *Le Conflit du siècle. Capitalisme et socialisme à l'épreuve de l'Histoire* (1951), l'URSS, victorieuse de l'agression nazie, apparaît bel et bien comme la puissance montante du XX<sup>e</sup> siècle ; et pour Sternberg, qui raisonne en termes de « blocs », la quasi-identification du Socialisme et de l'URSS, du Capitalisme et des États-Unis, va

de soi<sup>1</sup>. Lorsqu'il rédige l'épilogue de l'édition française à l'été 1956, le rapport des forces militaires entre les deux superpuissances, désormais fonctionnant avant tout du potentiel nucléaire, évolue pour ainsi dire de jour en jour à l'avantage de l'URSS.

Mais les performances économiques, chacun en est conscient dans les deux camps, jouent en dernier ressort un rôle déterminant. Or, à cet égard aussi, l'URSS se place dans la position du *challenger*. « Rattraper et dépasser les pays capitalistes les plus avancés » apparaît de moins en moins comme un slogan insensé et irréaliste. Raymond Aron, dans *ses Dix-huit leçons sur la société industrielle* (1962), discute de l'éventuel dépassement de la production industrielle des États-Unis par celle de l'URSS, et le saisissant graphique du « rattrapage » soviétique (fig. 1) fait son apparition dans la 5<sup>e</sup> édition (1961) du plus célèbre manuel occidental, les *Economics* de Samuelson. Mais on sait aujourd'hui qu'en réalité, l'URSS, trente ans plus tard, loin de rattraper les États-Unis, aura cessé d'exister en 1991 ; et le PNB de la Russie – principal fragment de l'empire disloqué – est évalué par Maddison (1995) à moins d'un septième (en 1992) de celui des États-Unis.

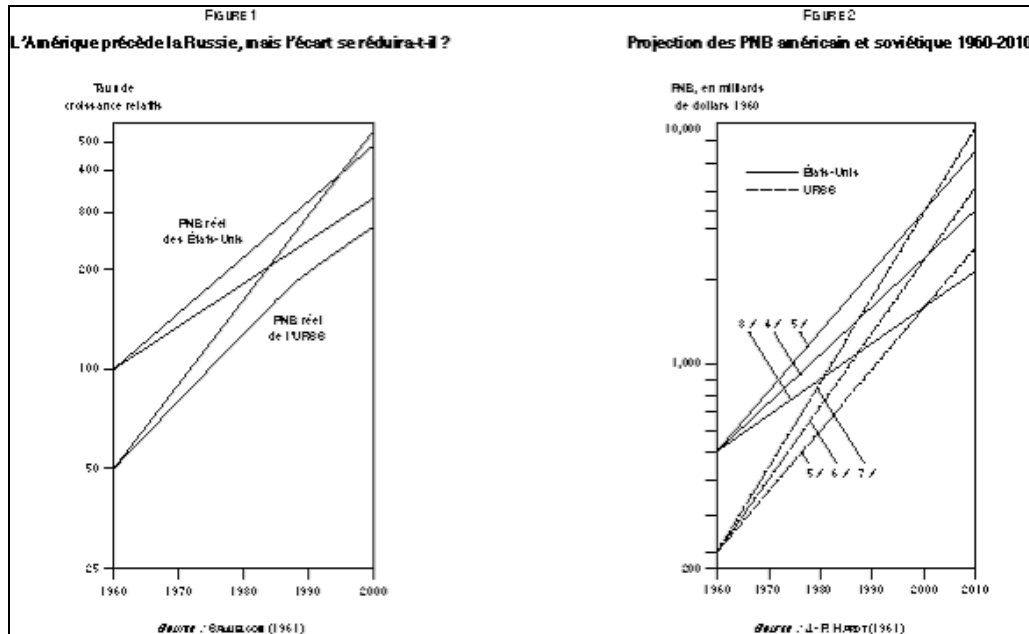
Le socialisme a donc « perdu la course », la course à l'accroissement de la productivité (Kornai, 1992, p. 32) ; la « compétition Est-Ouest » a tourné à son désavantage, et le capitalisme a fini par remporter le « combat du siècle » (Albertini). Notre contribution vise à éclairer les conditions de ce retournement historique, en se concentrant sur les années 1953-1968 : le temps de la déstalinisation manquée. On a préféré ces dates symboles de l'histoire de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie à une périodisation directement fondée sur les événements soviétiques (1953 : mort de Staline ; 1964 : éviction de Khrouchtchev, sans révocation du projet de réforme économique), dont les bouleversements en Europe de l'Est sont le contrecoup différé. C'est aussi dans les pays de la bordure occidentale que, vingt ans plus tard, la Glasnost de Gorbatchev aura d'abord des répercussions décisives, précédant de deux ans la fin du régime soviétique. Comme 1989-1991, les années 1956-1968 sont déjà une période dramatique de l'histoire des pays de l'Est, où les efforts des dirigeants communistes pour garder le contrôle des événements n'ont pas suffi à empêcher – à deux reprises, en 1956 et en 1968 – une « montée aux extrêmes » ; ce sont des années mouvantes, « où, par moments, tout sans exception paraît possible » (Carrère d'Encausse, 1983). Espoirs et désillusions se succèdent sans transition, les différents pays du bloc s'embrasent l'un après l'autre, et l'Europe

---

1. Curieusement, au sein du « monde libre », les partisans de l'économie de marché (« free economy ») acceptent en général la désignation de « leur » système par le terme « Capitalisme ». La désignation de l'URSS comme « socialiste », en revanche, concentre toute sorte de critiques. Mais le langage courant n'en a cure. Si contestable que soit la terminologie on ne saurait prétendre que l'opposition du « Capitalisme » et du « Socialisme » pour désigner les deux systèmes antagonistes prête réellement à confusion.

de l'Est devient une zone d'incertitude, où les crises nationales vont s'enchaîner jusqu'à la fin du pouvoir communiste.

Trois temps forts scandent le début de la période :



1956 préfigure 1989. À un signal ambigu venu de Moscou, répond une sorte de réaction en chaîne, une onde de choc de la Pologne vers la Hongrie, avec des répercussions jusqu'en Chine.

Dès 1957-1958, le succès de la normalisation dépasse toutes les prévisions. Le camp soviétique, selon toute apparence, a retrouvé son équilibre. Les performances spatiales de l'URSS impressionnent le monde entier.

Le retournement inverse de 1961-1962, malgré le Mur de Berlin et la crise des fusées de Cuba, n'a pas laissé un souvenir aussi marquant. On s'attachera pourtant à montrer qu'il s'agit en réalité d'un moment décisif de la compétition Est-Ouest. En un laps de temps très bref, les dirigeants américains sont passés à leur tour de la défensive à la confiance retrouvée. Pour l'Europe de l'Est, au contraire, les années 1962-1967 sont déjà des années grises. À l'été 1968, l'invasion de la Tchécoslovaquie marque l'entrée dans « l'hiver du socialisme » (Beaud, 1982), qui durera jusqu'à la perestroïka.

1956-1968 illustre donc le cycle politico-économique des pays de l'Est. C'est pour passer un cap difficile que les régimes communistes, en position de faiblesse, se résignent à des concessions temporaires, après 1956 comme après 1953. Mais l'investissement retrouve dès 1958 sa priorité : une nouvelle vague

de grands projets témoigne du regain de confiance parmi les dirigeants est-européens. L'agriculture, plus que tout autre secteur, subit l'alternance brutale des phases de durcissement et de concessions. Vers 1965, le retour du balancier vers une politique plus soucieuse du niveau de vie fait suite à la recrudescence des difficultés économiques.

Pourtant, les revirements de priorité ne doivent pas masquer l'essentiel : les mouvements de long terme, les tendances de fond qui dominent la période et se traduisent par une dégradation cumulative de la position du système soviétique. Dans le domaine international, les relations *économiques* entre l'URSS et ses satellites est-européens ont connu un réajustement irréversible à l'avantage des seconds. Du point de vue interne, le sacrifice de la consommation à l'« accumulation » ne sera jamais plus aussi total et délibéré que du temps de Staline. Mais, contre toute attente, la marge de manœuvre des gouvernements tend à se réduire au fur et à mesure de l'industrialisation : c'est le paradoxe central de l'économie de pénurie, qui, au lieu de se résorber progressivement, se perpétue d'elle-même, voire s'accroît à travers la croissance.

Notre analyse se développera dans deux directions principales :

D'abord, le réexamen des performances économiques du système soviétique. L'exagération manifeste de la croissance par les statistiques officielles de l'URSS a donné lieu très tôt à des critiques systématiques et à des tentatives de réévaluation de la part d'experts occidentaux, tel Bergson. Pourtant, les estimations révisées elles-mêmes (nous nous appuyons, en particulier, sur la longue série d'études publiées par le *Joint Economic Committee* du Congrès des États-Unis) créditent encore les économies de type soviétique de performances élevées, au moins jusqu'aux années soixante-dix. Le décalage devient alors de plus en plus flagrant entre les chiffres – même corrigés – et les réalités vécues. Comment expliquer par exemple la montée des frustrations et des tensions dans les démocraties populaires, dès les années cinquante, si l'on retient pour l'Europe de l'Est des séries de PNB qui lui attribuent une croissance parallèle (fig. 3, p. 109) à celle de l'Europe occidentale, alors en pleine expansion ? Les révisions bien plus radicales proposées par des auteurs soviétiques dès la période de la perestroïka ont soulevé un vaste débat, qui est loin d'être clos : la remise en chantier de l'histoire quantitative de la croissance économique socialiste (quelles réalités ? et quelle part d'illusion ?) restera sans aucun doute une tâche majeure des années à venir.

L'écart de niveau de vie qui se creuse entre l'Est et l'Ouest, quoi qu'il en soit, échappe à toute contestation. Ce qui nous conduira à mettre l'accent sur l'évolution des pays satellites, puisque le sort du « conflit du siècle » s'est joué avant tout en Europe du Centre-Est, au contact des deux Europes. En se polarisant sur la comparaison américano-soviétique, le *Joint Economic Committee* et la CIA commettaient une erreur d'appréciation. La désagrégation du bloc soviétique, en 1989, commencera par ses marges occidentales :

Polonais, Hongrois, Allemands de l'Est et Tchèques prennent alors une part décisive. C'est là, dans les quatre pays les plus avancés du camp socialiste, que la question de l'ouverture vers l'Ouest se pose avec le plus d'acuité, au fur et à mesure que se confirme l'incapacité des régimes socialistes à surmonter leurs carences fondamentales. Et c'est là aussi que la reprise des relations avec l'Ouest – malgré toutes les entraves, avant et après 1961 – exerce les effets déstabilisants les plus précoces et les plus intenses.

#### L'UNION SOVIÉTIQUE, PUISSANCE MONTANTE DU MILIEU DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE ?

*« Le modèle bolchevik avait pour objet essentiel la modernisation d'économies agraires attardées... Jusqu'à un certain point, il a donné de meilleurs résultats que tout autre modèle depuis 1918... Pour la majorité de la population de ces pays attardés, ce fut probablement la meilleure période de toute leur histoire » (Hobsbawm, 1996).*

#### **Les jalons d'une ascension à long terme**

De la Révolution d'Octobre à la seconde guerre mondiale, l'URSS est vouée à la « construction du socialisme dans un seul pays ». Elle n'a obtenu la paix qu'au prix d'énormes concessions territoriales. Son isolement international est presque complet.

Mais la victoire de 1945 fait d'un seul coup de l'URSS la seconde superpuissance mondiale, la seule qui puisse tenir tête aux États-Unis. L'armée rouge se trouve installée au cœur de l'Europe, et la mainmise des dirigeants communistes sur les gouvernements de coalition formés à la Libération transforme, entre 1945 et 1948, la zone d'influence soviétique en un réseau de « démocraties populaires » directement liées à Moscou. La carte de l'Europe a brusquement viré au rouge ; l'énorme masse continentale « rejette ce qui reste d'Europe libre vers l'océan » (Perroux, 1954). L'URSS se trouve désormais dotée d'un « glacis » protecteur d'états-satellites, qui constituent pour elle autant de partenaires économiques aux potentialités variées, dont deux pays déjà industrialisés : la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est. La formation d'un « marché mondial socialiste » prend corps à partir de 1949, avec la création du CAEM, et surtout la victoire des communistes en Chine, qui devient le premier partenaire commercial de l'URSS.

En Europe occidentale, Staline peut compter sur l'appui des partis communistes, puissants dans certains pays ; ni les conditions de mise à mort de la démocratie pluraliste en Europe du Centre-Est, ni les grands procès staliniens (parfaitement connus à l'Ouest bien avant les « révélations » du Rapport

Khrouchtchev) n'ont encore sérieusement entamé un potentiel électoral qui a atteint son point culminant vers la fin des années 1940. L'opposition à l'arme atomique, puis au réarmement de l'Allemagne occidentale permet à l'URSS de prendre appui sur les mouvements pacifistes, au moment même où elle est en voie d'accéder au rang de grande puissance nucléaire.

Au sortir de la guerre, l'URSS détient une énorme supériorité militaire en Europe pour les forces « conventionnelles » ; les États-Unis, de leur côté, ont encore le monopole de l'arme atomique. Mais pendant quinze ans, le rapport des forces se modifie rapidement à l'avantage de l'URSS.

**Tableau 1. La course aux armements et la course à l'espace : jalons**

Date des « premières »	États-Unis	URSS	Retard (-) ou avance (+) de l'URSS sur les EU (en mois)
Explosion atomique	<i>Juillet 1945</i>	Septembre 1949	-50
Explosion thermo-nucléaire	<i>Novembre 1952</i>	Août 1953	-9
Satellite artificiel	Janvier 1958	<i>Octobre 1957</i>	+3
Vol spatial habité	Juillet 1961	<i>Avril 1961</i>	+3
Alunissage	<i>Juillet 1969</i>	...	...

L'URSS est parvenue bien plus vite que prévu à se doter de la bombe A, puis de la bombe H. Selon les observateurs américains, la première bombe A soviétique, en août 1949, atteint 20 à 30 kilotonnes, la première explosion thermonucléaire, en août 1953, une puissance dix fois supérieure (200-300 kt), la « superbombe », en novembre 1955, une puissance de 1,6 mégatonne. Après trois ans de moratoire (1958-1961), le point culminant des essais nucléaires soviétiques est atteint à l'automne 1961, avec 50 explosions, dont la plus forte de tous les temps.

La nouvelle doctrine militaire, définie par Khrouchtchev en janvier 1960, et dont la CIA semble avoir eu très vite connaissance, considère la guerre nucléaire comme inévitable. Les exercices du Pacte de Varsovie sont dès lors centrés sur l'utilisation des forces nucléaires. Le temps semble jouer en faveur de l'URSS qui, depuis le milieu des années cinquante, a réussi tout à la fois à stabiliser son budget militaire (en réduisant les forces conventionnelles et les effectifs), à renforcer son potentiel nucléaire et à développer différents types de vecteurs. La compétition technologique Est-Ouest, centrée sur l'exploration de l'espace, devient un enjeu d'autant plus crucial que le monde entier peut suivre « en direct » les résultats : en 1957, le lancement du premier *sputnik* confère à l'URSS un immense prestige, notamment aux yeux du tiers-monde.

Contrairement à Staline, crispé sur une vision étroite et manichéenne de l'opposition entre « camp socialiste » et « capitalisme », les nouveaux dirigeants soviétiques s'engagent dès 1954 sur le front de la décolonisation. L'URSS affirme sa présence sur la scène internationale, se proclame solidaire des luttes anti-impérialistes dans le monde, et, forte de ses succès, propose son propre modèle d'industrialisation à toutes les nations du tiers-monde. Non sans succès : Nehru, que Staline avait traité de « laquais de l'impérialisme », adopte en 1955 le plan Mahalanobis, axé sur l'industrie lourde, à l'instar de la stratégie soviétique.

Tout commerce extérieur étant, par essence, « affaire d'État » en économie de type soviétique, les dirigeants communistes utilisent les échanges avec les pays non alignés comme instrument de pénétration politique. Très faible avant 1953, le commerce Est-Sud progresse rapidement durant quelques années. L'aide du camp socialiste au tiers-monde, d'un montant limité, mais concentrée sur quelques partenaires « stratégiques » (Égypte, Inde, Indonésie, et un peu plus tard Cuba, Ghana, Mali), réussit dans un premier temps à atteindre un rendement maximum en termes d'influence, pour un coût relativement réduit.

Du côté américain, les progrès de l'influence soviétique dans le tiers-monde sont ressentis, au seuil des années soixante, comme une « stratégie d'encerclement » du camp occidental. Les publications du Joint Economic Committee (JEC) insistent bien plus<sup>2</sup> sur l'avancée des positions soviétiques à travers le monde que sur les problèmes internes du bloc (la véritable portée de la rupture soviéto-chinoise n'apparaîtra qu'à long terme). En 1956 déjà, le conflit de Suez avait fourni une diversion inespérée au moment de l'intervention soviétique en Hongrie.

### **Chocs et rebonds de l'après-Staline**

Le 30 octobre 1956, l'éphémère gouvernement formé par Imre Nagy au point culminant de la révolution hongroise compte une majorité de ministres non communistes : c'est la première fois en Europe de l'Est depuis l'immédiat après-guerre, et la dernière fois jusqu'en 1989. Mais, à peine trois ans plus tard, lorsque Khrouchtchev déclare à la télévision américaine : « Vos petits-enfants vivront sous le communisme » (automne 1959), sa menace est plus crédible que jamais.

---

2. *Dimensions of Soviet Economic Power* (1962) consacre 29 pages aux relations de l'URSS avec le tiers-monde, 4 pages à ses relations avec les satellites européens, 2 pages à ses relations avec la Chine.

*L'ébranlement de 1953-1956*

À la mort de Staline, en mars 1953, la CIA ne prévoit aucun changement majeur au sein du bloc soviétique : « La domination du Kremlin sur les satellites européens est si ferme que nous ne croyons pas que la mort de Staline suffise à la remettre en cause » (CIA, 1993). Ces prévisions n'ont pas tardé à être démenties. Les contrecoups de l'événement se font sentir aussitôt en URSS, mais c'est surtout le soulèvement de Berlin, en juin 1953, qui précipite l'adoption d'un « Nouveau Cours ». Presque tous les gouvernements font des concessions à la population. La collectivisation agricole subit un coup d'arrêt. L'URSS renonce aux « sociétés mixtes » qui lui servaient à ponctionner les ressources de ses satellites, notamment l'Allemagne de l'Est.

Les effets à la fois positifs et déstabilisants d'un processus de déstalinisation partielle sont donc déjà à l'œuvre lorsque survient en 1956 la « commotion » (Lévesque) du rapport Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. La dénonciation des crimes de Staline, les tensions au sein du Parti soviétique ont d'emblée des implications internationales ; la condamnation de la « liquidation » du Parti communiste polonais par Staline, le voyage triomphal de Tito en URSS (printemps 1956) semblent annoncer un réajustement radical des relations entre partis et pays-frères. La crise de l'été 1956 se déclenche dans deux nations « intermédiaires » de l'Europe du Centre-Est, la Pologne et la Hongrie, toutes deux à un stade critique de l'industrialisation, au moment précis où la reprise de la collectivisation agricole menace de franchir un seuil irréversible. Mais le caractère international de la crise ne tarde pas à s'affirmer. Au départ, les positions sont encore très ouvertes : la Chine appuie l'émancipation des démocraties populaires, avant de condamner violemment la révolution hongroise. Durant les semaines décisives de l'automne 1956, les développements de Pologne et de Hongrie ne cessent d'interférer entre eux, et avec les conflits au sein de la direction soviétique : la montée des périls à Budapest contribue largement à faire pencher la balance en faveur du compromis polonais entre Khrouchtchev et Gomulka ; inversement, la crainte des conséquences explosives qu'aurait eues pour le bloc soviétique un nouveau recul précipite la décision d'écraser militairement les insurgés hongrois, au moment même où l'issue pacifique en Pologne avait semblé autoriser tous les espoirs.

Mais le sort de la Hongrie après l'intervention soviétique ne saurait occulter la victoire historique de la Révolution d'octobre 1956 (Király, 1984) : aucune force intérieure n'aurait été capable, en l'absence de répression extérieure, de s'opposer à l'instauration d'un régime démocratique. Les événements de Hongrie ont porté, pour la première fois, dans toute l'Europe occidentale, un coup sérieux aux partis communistes. En Europe de l'Est, au contraire, les dirigeants communistes au pouvoir ont serré les rangs autour de Moscou ; ni



Gomulka, ni Tito ne condamnent l'intervention soviétique de novembre. À Pékin, *Le Quotidien du Peuple* célèbre la répression comme « une grande victoire du peuple hongrois ». La preuve est faite désormais que toute libéralisation authentique en régime communiste est exclue.

Aux États-Unis, l'embrasement d'octobre 1956 a d'abord été salué comme une surprise majeure : « Les événements de Pologne et de Hongrie ont démontré la force et la vitalité des sentiments anti-soviétiques (...). La position stratégique de l'URSS est affaiblie » (CIA, 30/10/1956). Mais le succès de la normalisation va bientôt détruire tout espoir de dislocation du bloc soviétique.

#### *Le redressement inespéré de 1957-1958*

Peut-on considérer 1956 comme « le commencement de la fin » (Djilas, cité par Berend, 1996) pour le système soviétique ? Les évolutions de court terme, à première vue, ne le confirment nullement.

Les pays du pacte de Varsovie connaissent douze ans sans crise majeure, jusqu'en 1968. Le processus de collectivisation agricole, qui complète l'alignement sur le modèle soviétique, reprend partout, sauf en Pologne, et sera même achevé en avance sur le calendrier initial, malgré les reculs temporaires de 1953 et 1956. En URSS, Khrouchtchev, sauvé par le Comité Central après sa mise en minorité par le Politburo (juin 1957), a tous les motifs d'être optimiste. L'URSS recueille auprès du monde arabe les fruits de son appui décisif à Nasser en 1956. Le *sputnik* lui vaut un énorme surcroît de prestige, en confirmant aux yeux de tous sa capacité à maîtriser les technologies de pointe (Sapir, 1988). Le triomphalisme qui s'exprime à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'octobre (octobre 1917), un an après la répression de Budapest, paraît à peine exagéré (Seurot, 1996). Le fait nouveau est que l'amélioration des niveaux de vie est désormais présentée comme l'enjeu central de la compétition Est-Ouest ; et Khrouchtchev prend le risque d'annoncer des objectifs précis à échéance de quinze ans. Le « dépassement » des États-Unis est en vue, même en termes de consommation. Or, pour la première fois, durant quelques années, la population perçoit effectivement les premiers « dividendes » de cette nouvelle politique, sous forme d'une amélioration tangible de ses conditions d'existence.

Comment peut-on apprécier rétrospectivement les raisons et la portée de cette « embellie » ? La fin des années cinquante se caractérise par une conjonction de facteurs favorables. Les démocraties populaires bénéficient, à partir de 1953, puis surtout de 1956 d'une révision significative de leurs conditions d'échanges avec l'URSS : à l'amélioration durable des termes de l'échange, s'ajoutent des annulations de dette et des crédits exceptionnels. L'URSS, de son côté, connaît un redressement rapide, mais fragile, de sa production agricole, grâce à la mise en culture des « terres vierges » – dont la

vulnérabilité aux accidents cycliques et les risques d'épuisement ne tarderont pas à se manifester. Quant à la croissance industrielle, elle est temporairement soutenue par l'arrivée à maturité des grands investissements de la première moitié des années cinquante (ce qui assure une résorption cyclique du volume d'investissements inachevés), ainsi que par la réorientation des dépenses militaires vers les programmes nucléaires et spatiaux, qui libère de la main d'œuvre pour l'industrie. Khrouchtchev, en 1959, développe la thèse selon laquelle coexistence pacifique et compétition économique se renforcent mutuellement... au moment même où cette thèse optimiste va cesser d'être vraie.

La période 1953-1958 présente indéniablement certains signes (Sapir, 1989), ou au moins certaines apparences du retour à une croissance plus équilibrée ; la « marge de manœuvre » correspondant à la correction des outrances les plus manifestes de la politique stalinienne a permis, temporairement, un rééquilibrage en faveur de la consommation. Mais, en l'absence de toute réforme des mécanismes de régulation, il serait hasardeux de voir là, ne serait-ce que l'amorce du « passage à la croissance intensive ». En réalité, la modernisation de l'appareil productif reste encore à effectuer. De plus, la politique khrouchtchéienne est indirectement victime de ses premiers succès. Croyant prématurément avoir résolu le problème agricole, Khrouchtchev revient, en 1958, sur les concessions excessives accordées aux paysans : on reconnaît ici le jeu d'une « loi de corrélation inverse » – la situation des paysans ne s'améliore qu'à la suite d'une dégradation prolongée des performances agricoles, elle se détériore aux premiers signes de relèvement de la production – dont les effets ne peuvent être que démoralisants à long terme : l'occasion d'un véritable redressement agricole a été gaspillée. Quant au renforcement du potentiel militaire soviétique, il incite Khrouchtchev à des initiatives aventureuses, qui contribuent directement à provoquer le retournement de 1961-1962.

#### *Sur le fil du rasoir : l'année 1961*

1961 marque le point culminant de la tension Est-Ouest. Le conflit mondial se cristallise sur deux foyers principaux : Cuba (en avril, échec de la tentative de débarquement anti-castriste), Berlin (en août, construction du Mur). Quelle signification historique faut-il attribuer aujourd'hui à ces événements ? Comment ont-ils été vécus à l'époque ?

L'URSS aborde cette phase critique sûre d'elle-même, en position de force. La conférence de Moscou (1960) scelle l'alliance avec les mouvements de libération nationale, tout en servant à marginaliser la Chine. Le XXI<sup>e</sup> congrès du PCUS, un an plus tard, poursuit la « déstalinisation par en haut » (Brus, 1986). Khrouchtchev autorise la publication d'*Une journée d'Ivan Denissovitch* (il y

voit une célébration de l'ardeur au travail socialiste !). La réforme monétaire de 1961 combine la création d'un nouveau rouble, « plus fort que le dollar », et le rétablissement d'un taux de change plus réaliste (dévaluation déguisée). En 1961 également, le relèvement des objectifs planifiés pour 1965 exprime la volonté d'avancer plus vite dans toutes les directions à la fois.

Aux États-Unis, l'ensemble des experts consultés par la CIA et le Congrès (*Comparisons of the US and Soviet Economies*, JEC, 1959 ; *The Cold War Economic Gap. An Increasing Threat to American Supremacy*, Hardt et al., eds., 1961) formulent vers 1960 un diagnostic convergent : la menace soviétique de « rattrapage » doit être prise au sérieux. Le fait de base, admis par tous, est que l'économie soviétique a mis à son actif, depuis 1950, une croissance deux fois plus rapide que celle des États-Unis. Et qu'on ne se leurre pas en invoquant soit l'exagération des statistiques soviétiques (elles se sont nettement améliorées depuis 1953, et les experts occidentaux ont appris à corriger les biais qui subsistent), soit une quelconque tendance au fléchissement automatique des taux de croissance au fur et à mesure de l'industrialisation (l'expérience soviétique fournirait précisément un contre-exemple), soit les effets d'un hypothétique réajustement des priorités en faveur de la consommation. Compte tenu de leur effort d'investissement impressionnant, « les Soviétiques – conclut A. Dulles, directeur de la CIA – sont capables de maintenir une croissance industrielle de 8 à 9 % par an », de sorte que l'écart avec les États-Unis va se trouver « dangereusement réduit dès 1970 » ; et il ajoute que les clichés sur l'inefficacité, l'incapacité à l'innovation, la rigidité de l'économie soviétique doivent désormais être tenus pour périmés : « dès lors qu'ils ont attribué à un projet une priorité élevée, ils sont capables de lui affecter les meilleurs spécialistes de l'URSS... Et le délai nécessaire pour mener à bien un projet, dans de nombreux domaines techniques et militaires, est moindre que chez nous ». La conviction dominante est que les dirigeants soviétiques bénéficieront, au fil des années, d'une marge de manœuvre grandissante pour choisir de nouvelles priorités.

Faut-il réduire ce diagnostic, présenté au seuil de l'ère Kennedy, à l'argumentation d'un lobby décidé à obtenir un surcroît de crédits pour la défense ? La question mérite d'être posée, mais plusieurs raisons incitent à répondre négativement : la qualité des experts, leur quasi-unanimité, la tonalité du débat, qui n'a rien d'alarmiste. La plupart des participants soulignent que l'URSS est encore loin d'avoir résolu tous ses problèmes : le « rattrapage » n'est pas pour demain, sa date ne peut être fixée avec précision, il n'est même pas inéluctable... Mais la faute la plus grave serait de ne pas oser « regarder en face le défi de la croissance soviétique ». Ne s'est-on pas constamment trompé dans le passé en sous-estimant les capacités de l'URSS ? Les dirigeants soviétiques, pour leur part, « n'ont aucune raison de s'écarter d'une stratégie qui

réussit » (Hardt, 1961). On rejoint ici l'indéniable dimension volontariste du « message » : c'est aux États-Unis de se ressaisir !

Cet appel a été entendu, puisque l'augmentation des crédits militaires et spatiaux (été 1961) constitue d'emblée une composante majeure de la relance keynésienne opérée par Kennedy. Khrouchtchev annonce aussitôt la suspension du programme de démobilisation et un relèvement massif du budget militaire soviétique. Ce surcroît de dépenses aura un impact radicalement divergent sur les deux économies, contribuant à inverser dès le début des années soixante l'évolution du rapport des forces.

#### L'AUTOMNE DU SOCIALISME EN EUROPE DE L'EST

*« La société hongroise, comme toutes les sociétés d'Europe de l'Est, a vécu quarante ans dans l'enfer du désespoir... [Aujourd'hui] c'est comme si nous partions du néant » (Hankiss, 1990).*

Après le stalinisme, après les espoirs de la déstalinisation, les années soixante dans les pays de l'Est sont des années grises. Instables et immobiles. Les tentatives de réforme économique se succèdent, sans maîtriser ni les fluctuations cycliques, ni les problèmes de fond. L'URSS tolère, en Europe de l'Est, une certaine diversification : cavalier seul de la Roumanie, libéralisation mesurée en Hongrie. Mais, en août 1968, l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du pacte de Varsovie fixe sans appel la limite des libertés tolérables : les données fondamentales ne varieront plus de 1968 à Gorbatchev.

Reste à établir le bilan de long terme. Le système soviétique a-t-il péri du blocage des ressorts de sa croissance ? de sa compétition inégale avec un système adverse plus performant ? ou d'un « désespoir » qui échappe aux approches économiques ?

#### **Le retournement des années soixante**

Tout au long des années cinquante, l'économie américaine se distingue au sein du monde occidental par l'atonie et l'irrégularité de sa croissance : récessions à intervalles rapprochés (1954, 1958, 1960-1961), fléchissement du taux de croissance (+ 2,3 % par an de 1955 à 1961), taux de chômage sans précédent depuis 1940 (moyenne de 6 % en 1958-1961). C'est une Amérique en proie au doute, sinon au pessimisme qui porte au pouvoir Kennedy à l'automne 1960. Il s'agira en premier lieu de rompre avec l'orthodoxie financière maintenue sous Eisenhower, qui a eu pour effet de creuser l'écart entre PNB potentiel et PNB effectif : la relance keynésienne de 1961 trouve là des conditions particulièrement favorables. Les résultats obtenus jusqu'en 1969

représentent un véritable « cas d'école » pour manuel keynésien : l'impulsion des dépenses publiques se transmet aux investissements privés ; l'accélération de la croissance (+ 4,5 % par an de 1961 à 1969) couvre la charge des programmes sociaux, militaires et spatiaux ; le chômage reflue (3,6 % en 1965-1969). Quant au regain de confiance dans l'avenir, il suit de très près, ou même devance les premiers effets de la nouvelle politique. En octobre 1961, les États-Unis révisent à la baisse leur estimation du parc de missiles de l'URSS, et le font savoir aux dirigeants soviétiques. Quelque temps plus tard, Khrouchtchev cède à l'ultimatum de Kennedy sur le retrait des fusées de Cuba ; et c'est aussi la fin des ultimatums soviétiques sur Berlin.

Dès le début des années soixante, il existe des signes concordants que l'économie de l'URSS, loin de confirmer son « rattrapage », est confrontée à une brusque recrudescence des difficultés. L'accroissement de l'effort militaire freine la progression des effectifs industriels, les programmes d'armement exercent une pression accrue sur les ressources d'investissement. Les révisions successives des objectifs pour 1965 (à la hausse en 1961, puis à la baisse en 1963), l'amputation dès 1961 des investissements de modernisation traduisent le désarroi des autorités soviétiques, obligées après une sorte de fuite en avant de choisir entre les objectifs prioritaires fixés au départ. En 1962, l'URSS est incapable d'honorer ses engagements d'aide à l'Inde (devenue pourtant son alliée de fait face à la Chine). Elle doit faire pression sur ses partenaires d'Europe de l'Est pour qu'ils accroissent leur participation à l'effort commun d'assistance et de défense. Les promesses relatives à l'amélioration du niveau de vie se font, du même coup, vers 1962, moins précises et plus lointaines (de nouveau, « le bonheur dans vingt ans »...), et tendent rapidement à perdre toute crédibilité. En URSS et dans toute l'Europe de l'Est, le rattrapage amorcé vers 1957 en matière de construction de logements s'arrête net au début des années soixante, sous la concurrence directe des investissements productifs. Un autre facteur pèse encore plus lourd, et suffirait à expliquer la quasi-stagnation des revenus réels : les échecs agricoles.

Le sort de l'agriculture illustre bien les « années grises » en Europe de l'Est. Une fois la collectivisation accomplie dans des conditions plus ou moins traumatisantes, il a fallu partout en venir à des compromis pour la rendre « vivable » ; le secteur agricole se porte mieux somme toute, ou moins mal, que durant la phase où les paysans sont soumis à l'épée de Damoclès de la collectivisation imminente. La Pologne offre précisément un contre-exemple, avec son agriculture privée aux effectifs pléthoriques, ses exploitations fragmentées, privées d'équipements modernes, et menacées par une reprise de la collectivisation rampante. En URSS, où le déficit par rapport aux objectifs du Plan tend à se creuser après 1958, la récolte catastrophique de 1963 ne provoque pas de disette, grâce aux importations (c'est le point de départ d'une dépendance durable). Selon la « loi de corrélation inverse », elle déclenche vers

1965 un nouveau train de mesures en faveur du secteur agricole. La part de l'agriculture dans l'investissement total est désormais bien plus élevée en Europe de l'Est qu'au Danemark ou aux Pays-Bas (très exactement l'antithèse du sacrifice délibéré de l'agriculture sous Staline), ce qui rend d'autant plus significative la médiocrité persistante des résultats. Seule la réforme agricole hongroise de 1966-67 est un indéniable succès.

Dans l'industrie et la construction, la détérioration des performances est souvent brutale (la Tchécoslovaquie « avoue » une baisse absolue de son Revenu National coup sur coup en 1962 et 1963, préfiguration des crises des années 1980), à la suite d'un véritable « engorgement » provoqué par la hausse massive des investissements en 1959-1960. Vers 1963, on est en pleine confusion : les partisans d'une centralisation accrue marquent des points, au moment même où le feu vert soviétique ouvre la voie à la grande vague des réformes économiques. Dans le spectre des réformes des années soixante (Chavance, 1992), trois cas de figure se détachent. Celui d'une réforme limitée, visant à une délégation des responsabilités opérationnelles sous contrôle strict des autorités centrales : c'est le cas de la réforme est-allemande, qui assure quelques années de croissance équilibrée, jusqu'à ce que la tentation de capitaliser prématurément les acquis de la réforme (accélération volontariste des transformations de structures) provoque un nouveau dérèglement vers 1967-1968. Celui des réformes aux objectifs plus ouverts, mais dont le dispositif se révèle incohérent et inopérant – c'est le cas de la réforme soviétique de 1965, « the reform that never was », selon l'expression de Schroeder – ou encore des réformes introduites « en pièces détachées », dont les éléments se trouvent dénaturés au fur et à mesure de leur introduction, comme en Tchécoslovaquie vers 1966-1967. Reste enfin la plus tardive, la mieux préparée (introduction simultanée de l'ensemble du dispositif au 1<sup>er</sup> janvier 1968) et la mieux « contrôlée » des réformes (elle s'accompagne même d'un coup d'arrêt à la libéralisation politique vers 1967), la réforme économique hongroise : en visant à opérer *une transformation radicale du « mécanisme économique »* (modèle de marché régulé par le Plan), elle instaure en fait un *régime de négociation permanente* et des progrès limités ; mais son « programme » (autonomie de décision des entreprises, sanction par le marché des producteurs inefficients, libération des prix, réouverture internationale) reste pour l'essentiel à accomplir vingt ans plus tard.

Les années grises ne s'identifient pas à une stagnation générale des niveaux de vie. Mais le rythme des progrès demeure incertain et discontinu : il dépend des revirements cycliques de la politique économique plus que de l'efficacité des réformes, même en Hongrie. À long terme, l'écart avec l'Europe occidentale continue à se creuser de 1956 à 1968 : le rétablissement des contacts avec l'Ouest, en réponse à la demande pressante des populations, ne pourra dès lors qu'aviver les frustrations. Quant aux indicateurs démographiques

(espérance de vie, renouvellement des générations, fréquence des avortements, taux de suicide), ils témoignent plus énergiquement encore du malaise des sociétés est-européennes.

Désarroi aussi de la pensée marxiste. *La civilisation au carrefour* (1966), ouvrage édité sous le régime de Novotny par Richta (à qui on devra l'expression « socialisme à visage humain »), traduit bien cette crise de confiance deux ans avant le Printemps de Prague. Les auteurs dénoncent les entraves au « développement des forces créatrices du travail », la « structure inerte » du système en vigueur, le cercle vicieux qui s'établit entre les déficiences techniques à répétition et l'étouffement des initiatives. Plus concrètement, ils insistent sur les effets délétères du manque de temps libre (les Tchèques travaillent 46 heures par semaine, leur vie est un parcours du combattant ...), la montée du conformisme (« Les gens apprennent à nager avec le courant, à ne pas sortir du rang, à ne pas défendre leur opinion »), le repli sur la vie privée ; ils s'inquiètent de la démoralisation d'une société où moins de 7 % des jeunes, selon les enquêtes, aspirent à des études supérieures. Ils appellent de leurs vœux une réforme radicale, pour « ouvrir un vaste champ à l'initiative sociale des hommes ».

Si le Printemps de Prague appelle un rapprochement avec la Hongrie, ce n'est pas en référence à la réforme économique de 1968, mais à la dynamique d'Octobre 1956. Dans les deux cas, un simple conflit au sein de la direction du Parti acquiert une dimension historique parce qu'il entre en résonance avec les aspirations de la société. L'éviction de Novotny, en janvier 1968, comme celle des partisans de Rakosi en 1956, libère d'un coup une contestation radicale. Le souvenir de la répression de 1956, toutefois, incite à plus de réalisme : il n'est pas question cette fois de quitter le pacte de Varsovie (ni le CAEM) ; la seule « imprudence » extérieure – un crédit sollicité auprès de la RFA – semble *a priori* assez modeste. Mais la singularité majeure du Printemps de Prague (par opposition à la Hongrie en 1956 ou à la Pologne en 1980) est le regain de confiance dans le Parti Communiste tchécoslovaque, qui gagne 400 000 adhérents. À l'été 1968, un sondage donne 89 % de partisans du maintien de l'orientation socialiste, contre 5 % pour un retour au capitalisme : en 1989, au contraire, le choix du capitalisme contre le socialisme de marché sera considéré comme allant de soi, sans même donner lieu à débat.

Que l'URSS de Brejnev ait ressenti cet été de la Saint Martin de la démocratie en Europe communiste comme une menace intolérable est un signe révélateur de l'affaiblissement du système soviétique depuis 1956. L'URSS a éprouvé le besoin, en 1968, de s'abriter derrière une intervention collective des pays du pacte de Varsovie, sans pouvoir obtenir leur appui unanime (la Roumanie, à cette occasion, se rapproche à la fois de la Yougoslavie et de la Chine). En Tchécoslovaquie, la répression installe un régime discrédité et sans ressort ; même la réforme économique a sombré en 1969, et les maux dénoncés

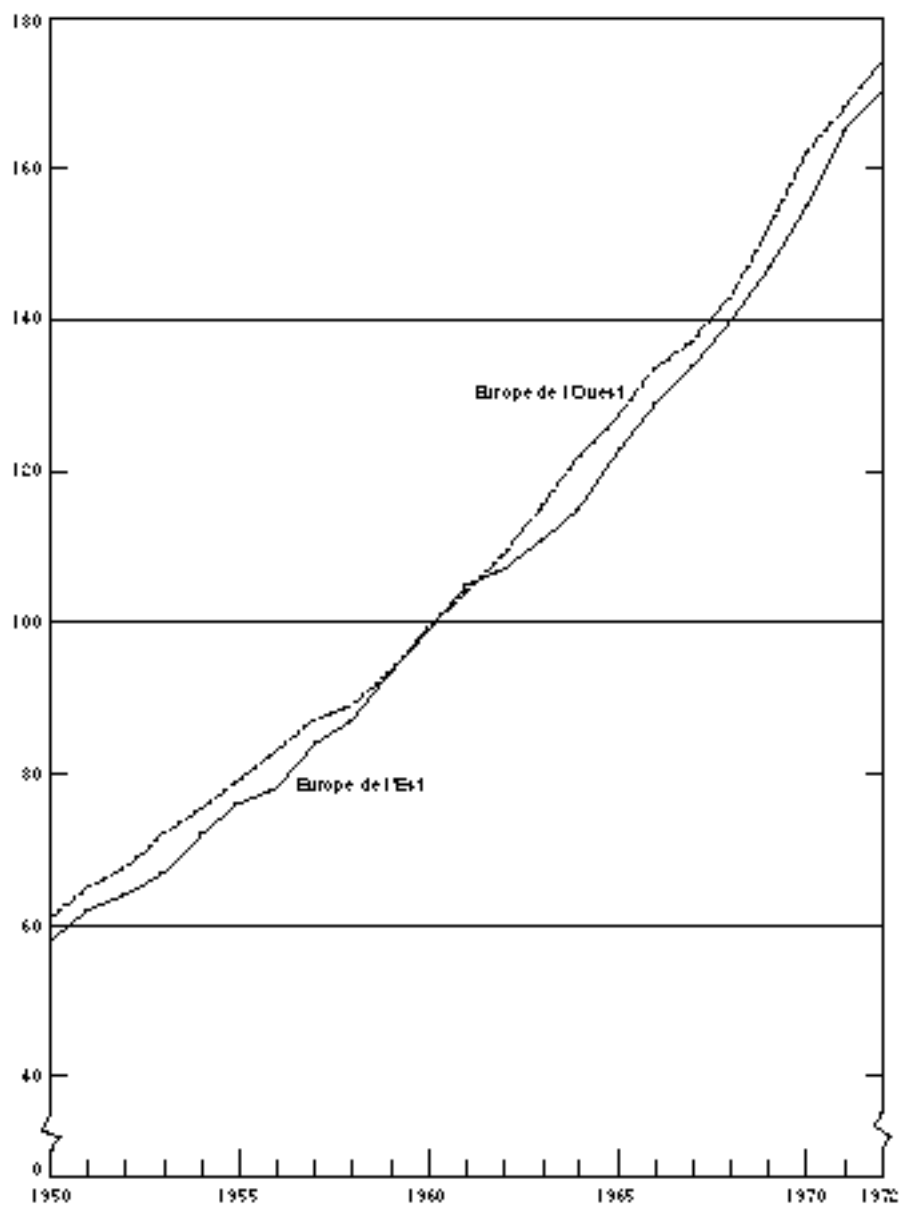
par Richta prennent une ampleur sans précédent. Les dirigeants communistes dans leur ensemble se replient sur les thèses statiques et défensives du « socialisme développé » : le volontarisme de la période khrouchtchévienne semble bien loin désormais (Brus, 1986).

Pour les partis « euro-communistes » occidentaux, l'URSS est devenue plus que jamais un allié compromettant. Et cette fois, nulle diversion du côté du tiers-monde. L'inaction de l'URSS lors de la guerre des six jours (1967) provoque désillusion et ressentiment chez ses alliés arabes : c'est l'antithèse de 1956. Du rapprochement entre les États-Unis et l'Inde (suite à la défaillance des livraisons soviétiques en 1962), jusqu'à la chute de Ben Bella, de Nkrumah, de Soekarno, l'URSS connaît plus de revers que de succès dans le tiers-monde, et ne parvient pas à tirer parti de l'enlisement américain au Vietnam.

Mais c'est bien en Europe que se joue en fin de compte le sort du système soviétique.



FIGURE 3

**Croissance du Produit national brut, 1950-1972**  
(en prix constants, 1960 = 100)*Source* : J. EC. (1976)

### Les signes du déclin cumulatif

*Dans son rêve, au Pays des merveilles, Alice « courait, courait à toute allure ... mais étrangement, si rapide que fût sa course, elle ne dépassait rien, elle semblait rester sur place » (Lewis Carroll et Berend, 1996).*

#### *La croissance soviétique : regards rétrospectifs*

Les travaux de Bairoch et Maddison, qui font autorité, attribuent à l'URSS une croissance économique sinon supérieure, du moins parallèle à celle des États-Unis jusqu'aux années soixante-dix. Le retournement décisif ne daterait en somme (fig. 4) que de la perestroïka et de la dislocation de l'URSS.

**Tableau 2. Croissance comparée du PNB de l'URSS et des États-Unis**

(Indices, base 100 en 1950, d'après A. Maddison, 1995)

	1950	1960	1970	1989	1992
<b>URSS</b>	100	165	265	399	268
<b>États-Unis</b>	100	139	209	392	378

Un diagnostic analogue prévaut pour les autres pays du CAEM. La bonne performance globale de l'Europe de l'Est (fig. 3) est confirmée par les comparaisons entre pays situés à des niveaux de revenu voisins au départ : de 1950 à 1973, selon Bairoch (1976), la Bulgarie gagne sur le Portugal, la Hongrie sur l'Espagne, et même la Tchécoslovaquie se comporte honorablement au regard des pays industrialisés. Sur la base de telles évaluations, Berend (1996) conclut à une « avance impressionnante » de l'Europe de l'Est : elle demeure « en tête de la croissance mondiale de la fin des années quarante au milieu ou à la fin des années soixante-dix », performance d'autant plus significative qu'elle contraste avec le retard croissant de l'Europe de l'Est jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

Comment expliquer alors le cheminement des économies de type soviétique jusqu'à la crise finale ? Comment interpréter la contradiction avec toutes les analyses qui insistent sur les déficiences permanentes et l'aggravation des blocages ? Comment expliquer la discordance flagrante avec les impressions vécues, l'attrait de plus en plus irrésistible exercé par les niveaux de vie occidentaux (dès que les comparaisons redeviennent possibles) et le besoin de réformes ressenti par les gouvernements eux-mêmes ?

Le problème se posant de manière semblable pour l'URSS et pour l'Europe de l'Est, nous nous concentrerons d'abord sur la croissance soviétique. Les travaux menés sous les auspices de la CIA et du JEC demeurent aujourd'hui encore la source principale. Peut-on les accuser d'avoir (délibérément ou non) accrédité une surévaluation systématique des performances du système adverse ?

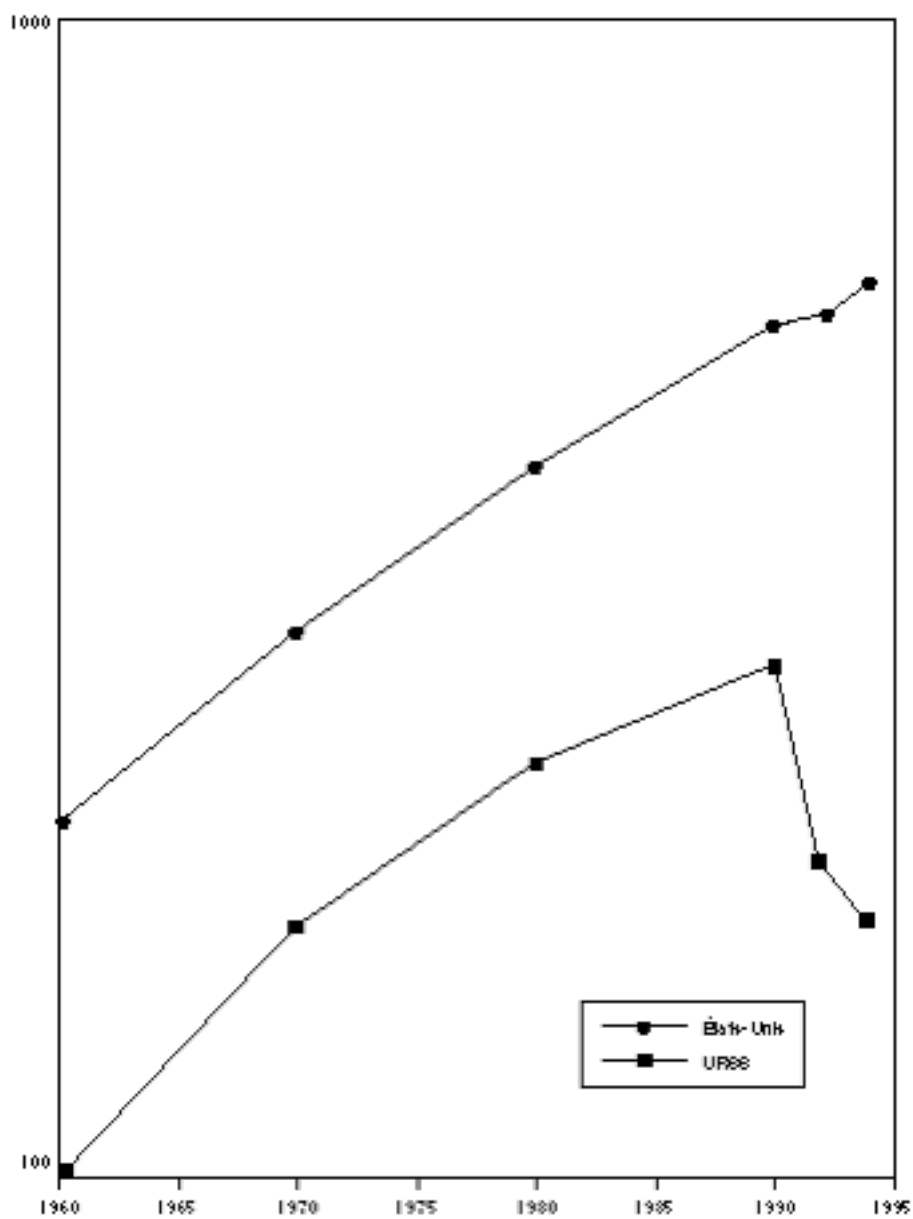
La méthodologie, il faut le rappeler, remonte pour l'essentiel aux recherches pionnières de Bergson, dont l'objectif premier était d'opposer aux prétentions démesurément gonflées des Soviétiques durant la période stalinienne des estimations moins déraisonnables. La démarche des experts consiste donc à identifier et à corriger les exagérations les plus grossières, *en s'appuyant notamment sur les statistiques officielles les plus désagrégées* dont ils puissent disposer, de façon à déterminer une *limite supérieure* plus réaliste de la croissance soviétique (ainsi, par exemple, le taux de croissance officiel de la production industrielle pour 1951-1955 se trouve abaissé de moitié). Que cette limite supérieure puisse elle-même s'avérer nettement au-dessus des performances réelles ne saurait constituer la preuve d'un biais intentionnel ! Il ne faut pas s'étonner non plus que d'autres hypothèses, moins prudentes, ou l'accès interne à des sources non officielles aient pu conduire à des réajustements à la baisse encore bien plus pessimistes que ceux des experts de la CIA. C'est ce qui s'est passé en URSS dans les années quatre-vingt, avec la renaissance d'un débat statistique libre et critique, dès le début de la perestroïka. Les écarts sont parfois d'ampleur stupéfiante : ainsi, les évaluations du rapport entre le PNB de l'URSS et celui des États-Unis s'étagent, d'après Rosefield (1991), entre deux tiers (CIA) et un septième (Belkin). À propos des rythmes de croissance, les divergences sont moindres (la tendance au ralentissement de la croissance apparaît dans toutes les séries : elle est même spécialement marquée selon les indices officiels soviétiques), mais l'estimation de la CIA tend toujours à être la plus élevée, avec des écarts non négligeables.

**Tableau 3. Estimations du taux de croissance  
du revenu national de l'URSS**

	<b>CIA (1991)</b>	<b>Steinberg (1990)</b>	<b>Khanin (1991)</b>
<b>1961-1965</b>	4,8		4,4
<b>1966-1970</b>	5,0	4,8	4,1
<b>1971-1975</b>	3,2	2,1	3,2
<b>1976-1980</b>	2,2	1,6	1,0
<b>1981-1985</b>	2,8	1,0	0,6

Source : F. Seurot (1996).

FIGURE 4  
Croissance comparée du PIB



Source : A. Mironov (1995)

La difficulté du problème tient à la multiplicité des biais susceptibles de fausser les comparaisons : falsification des statistiques de base (notamment déclaration par l'entreprise de productions fictives), problèmes de valorisation (surpondération des productions en croissance rapide, et surtout inflation cachée : les « prix comparables » soviétiques, en réalité, méritent fort mal leur nom), problèmes de qualité, d'adaptation à la demande (cas limite : les productions comptabilisées, mais inutilisables) et de disponibilité des biens. Certains de ces biais affectent les comparaisons synchroniques (de PPA notamment), d'autres les estimations de la croissance, certains les deux à la fois. Tous ces biais interfèrent, et l'élimination de bon nombre d'entre eux pose des problèmes insolubles. Dès lors, plusieurs attitudes sont possibles. 1) S'en remettre aux statistiques officielles, malgré leurs imperfections (Lavigne, 1979), qui affectent d'ailleurs moins la croissance que les estimations instantanées (hypothèse de constance des biais). 2) Ecarter toute référence quantitative : il ne reste plus alors que « l'anatomie d'un spectre » (Besançon). 3) S'engager sur la voie des réestimations, soit sous forme de corrections minimales (au risque de laisser subsister une surévaluation systématique des performances), soit sur la base d'hypothèses inévitablement risquées.

Les estimations des experts de la CIA, dans la lignée de Bergson, tendent à opérer des corrections de type minimal. La validité des données de base, en principe, n'est pas mise en cause. La méthode consiste schématiquement à recalculer le taux de croissance global à partir des données publiées en grandeurs physiques : ce qui élimine radicalement l'inflation cachée, principal facteur d'exagération des taux de croissance officiels. Faut-il admettre néanmoins que le parti pris « minimaliste » des experts conduit à des ajustements très insuffisants (Aslund, 1990), au point d'accréditer par excès de prudence des chiffres inacceptables et de fausser les perspectives historiques ? Le principal argument dans ce sens, avancé par Khanin et Seliunin (1987), est que les données de base elles-mêmes sont falsifiées, lorsqu'elles sont déclarées par les producteurs, dont les intérêts propres sont en jeu ; la méthode de redressement consisterait alors à sélectionner les séries les plus fiables en unités physiques (par exemple, la consommation d'électricité), échappant à ce type de biais.

Nous ne prétendons nullement arbitrer ici ce débat complexe. Le point troublant, du reste, n'est pas la divergence des estimations (qui s'accuse surtout vers 1980, cf. tableau 3). Ce serait plutôt l'absence de crise ouverte – même selon les évaluations les plus pessimistes, s'étonne Seurot (1996) : « rien là qui annonce la catastrophe finale » – et l'accord sur les performances encore plus qu'honorables des années soixante : comment expliquer alors l'abandon forcé des objectifs-clés d'amélioration du niveau de vie ? L'erreur majeure ne serait-elle pas de mesurer les résultats du système soviétique *sur la base de productions intermédiaires, réabsorbées par le système productif*, alors que son

inefficience se traduit avant tout par l'incapacité relative à accroître le flux de *biens finals* ?

*Une inefficience congénitale de l'Economie de Type Soviétique ?*

Pour Staline, l'industrialisation s'identifie à toujours plus de tonnes de charbon et de tonnes d'acier. Vers la fin des années quarante, cette vision a largement gagné du terrain : les bulletins de victoire soviétiques impressionnent le monde entier. Mais les performances de l'URSS, en termes de produits bruts ou semi-finis, ne marquent pas de rupture au cours des années soixante. Au fil des années, l'URSS tend à dépasser les États-Unis et à devenir le premier producteur mondial pour de nombreux produits de base. Ce n'est pas un « succès » isolé : la Tchécoslovaquie (R. Richta, 1969) a rejoint en 1965 les États-Unis et la RFA pour la production d'acier par habitant, et dépasse la moyenne de l'Europe occidentale pour la consommation d'énergie par habitant. Cet écart surprenant, loin de traduire un niveau d'industrialisation plus élevé, correspond en réalité à des coefficients de consommation intermédiaire anormalement élevés (1,8 à 2,3 fois le niveau américain, selon les calculs de l'IMEMO). L'intensité énergétique de la production industrielle est 3,3 fois plus élevée en URSS qu'en Europe occidentale, et l'écart Est-Ouest tend à se creuser. Il en découle que la consommation d'énergie par habitant, qui est un bon estimateur du revenu par habitant dans les comparaisons entre pays à économie de marché de structure voisine, ne l'est plus du tout à l'égard des comparaisons Est-Ouest. Pour les mêmes raisons, la « méthode des indicateurs physiques », appliquée par les Nations Unies et par Bairoch, entraîne une surestimation systématique du revenu par tête des pays de l'Est, et souvent des exagérations flagrantes : en 1965, par exemple, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est se situeraient au même niveau que l'Autriche, ce qui est radicalement invraisemblable.

Le problème consiste donc à définir une mesure (si possible directe) du résultat *final* de l'activité économique. Mais on hésitera à suivre Ericson (1990) lorsqu'il préconise une « mesure de la production nette telle que le Produit National Brut » ! Outre que la référence au PNB suppose le problème résolu, la contradiction dans les termes saute aux yeux : il est manifestement abusif de présenter comme une mesure *nette* un agrégat qui inclut les coûts d'amortissement. Mais il faut aller plus loin : la question de l'inefficacité de l'investissement en économie de type soviétique se pose à propos de l'ensemble de la formation de capital (et pas seulement de l'entretien du capital existant). Un effort d'investissement massif et rapidement croissant jusqu'aux années soixante-dix ne suffit à éviter ni des insuffisances criantes dans certains secteurs (infrastructures, logement), ni, au sein même de l'industrie, pourtant prioritaire dans la répartition des investissements, les signes récurrents de retard

technologique sur les pays avancés occidentaux (Berend, 1996). En choisissant des pays de niveau comparable au départ (Tchécoslovaquie/Autriche, Hongrie/Italie...), Ernst (JEC, 1966) concluait à une productivité marginale apparente de l'investissement industriel deux fois plus faible à l'Est qu'à l'Ouest. On a déjà souligné aussi le rendement plus que décevant du surcroît d'investissement agricole dans les années soixante. En fait, le problème du faible rendement des investissements et celui du niveau aberrant des consommations intermédiaires sont étroitement liés : le maintien de technologies périmées contribue à gonfler les coûts matériels de production, et réciproquement les besoins en produits intermédiaires imposent en permanence un effort d'investissement disproportionné (au regard des économies occidentales) dans les secteurs de base. Dans une perspective de long terme, la distinction même entre investissement et consommation intermédiaire s'efface. Un effort d'investissement toujours croissant, qui aurait pour *seul* résultat un gonflement indéfini du secteur des biens de production (« enclave solipsistique » au sens de Wiles), ne constituerait plus une formation de capital : il devrait s'analyser comme un coût de maintien du système en vigueur, voire comme une pure destruction de ressources.

De sérieux arguments incitent donc à recentrer sur la *consommation finale* les comparaisons Est-Ouest, rejoignant ainsi le critère de long terme préconisé par Schumpeter. Objectera-t-on qu'il ne faut pas juger le système soviétique sur des critères qui lui sont étrangers ? L'objection ne tient pas, puisque Khrouchtchev lui-même prend le risque, vers 1956, de placer sur ce terrain la compétition Est-Ouest, convaincu de pouvoir l'emporter à moyen terme. Le vaste débat amorcé en URSS il y a douze ans va dans le même sens (Aslund, 1990) : les économistes soviétiques ne confondent plus dépense et résultat, ils déplacent leur attention de « l'énorme production d'inputs industriels » vers les indicateurs de consommation finale, et le premier rang mondial de l'URSS pour de nombreux produits de base n'apparaît plus sous Gorbatchev comme un signe de puissance, mais d'inefficacité.

Raisonnement sur la consommation finale représente un « court circuit » qui supprime certaines difficultés, écarte certains biais : mais tout problème n'est pas résolu pour autant.

D'abord parce que la production finale inclut aussi une composante de « consommation » étatique (dépenses militaires et spatiales), dont la mesure soulève des difficultés insolubles, tant du côté des coûts (il faudrait pouvoir imputer au secteur défense sa quote-part – considérable – dans la charge globale d'investissement) que du côté des résultats (l'occasion a manqué, fort heureusement, d'apprécier le « rendement » de l'arsenal nucléaire).

D'autre part, même si on s'en tient à la consommation personnelle, les comparaisons Est-Ouest posent la question des différences de qualité, ainsi que des pénuries intermittentes dans les économies de type soviétique. Pour illustrer

les problèmes de valorisation que soulève l'approche en termes de PPA, il suffit d'évoquer le cas des produits invendables hors du marché intérieur, ou du moins hors des pays du CAEM, pour des raisons de qualité : ce qui signifie qu'on doit leur attribuer, à la limite, une valeur nulle aux prix internationaux (mais non bien sûr aux prix intérieurs). D'où l'impossibilité d'exprimer autrement que sous forme d'un large intervalle le résultat des comparaisons Est-Ouest – et l'on comprend du même coup l'impossibilité de mesurer par un chiffre unique le recul de la production lors de la Transition au seuil des années quatre-vingt-dix.

Pourtant, malgré ces difficultés bien réelles, les comparaisons portant sur les niveaux de consommation expriment bien plus énergiquement que la croissance du Revenu National ou de la production industrielle l'écart des performances entre les deux systèmes. Malgré l'indéniable revalorisation de la consommation dans la hiérarchie des objectifs après 1953, la phase de rattrapage apparent a été faible et peu marquée. Selon Illarionov (1988), la consommation soviétique par tête, exprimée en pourcentage de la consommation américaine, ne cesse de reculer à partir du milieu des années soixante. Plus significatives encore sont les comparaisons portant sur les pays de l'Europe du Centre-Est, où les niveaux de consommation étaient proches au départ de ceux de l'Europe occidentale (au moins dans certains cas : RDA/RFA, Tchécoslovaquie/Autriche), les structures de consommation assez voisines, et où la population retrouve peu à peu la faculté de faire elle-même des comparaisons, au fur et à mesure que le rideau de fer s'entrouvre. La première étude consacrée à l'Europe de l'Est par le JEC (1966) montre bien déjà le fossé qui s'est creusé depuis la guerre entre les deux Europes.

**Tableau 5. Niveau comparé de  
la consommation personnelle par tête**

(rapporté au niveau de la RFA = 100) d'après M. Ernst (JEC, 1996)

	<b>1938</b>	<b>1950</b>	<b>1955</b>	<b>1960</b>	<b>1964</b>
<b>Tchécoslovaquie</b>	95	100	71	63	57
<b>RDA</b>	95	54	68	68	60
<b>Hongrie</b>	87	69	52	49	48
<b>Pologne</b>	45	60	48	42	40
<b>Autriche</b>	81	82	79	78	79

Le profil d'évolution temporelle présente deux traits opposés. À court terme, de fortes irrégularités, reflétant l'impact direct des revirements cycliques de la politique économique sur le niveau de vie. Mais, à plus long terme, au contraire, une accentuation cumulative de l'écart entre l'Est et l'Ouest. De plus, l'amplitude des « ressauts » temporaires en faveur de la consommation tend à diminuer de 1953 à 1968. Vers 1952-1956, il existe une certaine « marge » pour accroître la consommation : la réduction des dépenses militaires, la révision des



termes d'échange avec l'URSS en faveur des pays satellites, la correction des outrances de la politique d'investissement concourent à cet effet. Après 1960, en revanche, la situation se dégrade dès la reprise de la hausse des dépenses d'armements. Quant à l'arbitrage investissement/consommation, il faut comprendre qu'il n'existe que dans le court terme. Tout relâchement dans l'effort consacré aux investissements de base devra être compensé d'urgence (sous peine de provoquer des pénuries catastrophiques (d'énergie, de matières premières...), comme ce fut le cas vers 1959, puis, par exemple en RDA, vers 1968. Si le gouvernement tente de contenir en permanence l'investissement pour répondre à la demande sociale d'un rattrapage du niveau de vie, l'effet est contraire au but visé : le système entre en crise.

C'est donc la trajectoire de croissance dans son ensemble qui doit être prise en compte : il est superficiel de distinguer une phase de « forte croissance extensive », à laquelle s'opposerait l'échec ultérieur du « passage à la croissance intensive ». Les résultats en termes de produit final – contrairement aux vues d'Hobsbawm dans la citation placée en exergue – n'ont *jamais* assuré de « période heureuse ». Et, comme l'avait fort bien compris Aron (1962), le maintien d'une croissance rapide alliée à un rééquilibre en faveur de la consommation ne pouvait être qu'une hypothèse contradictoire, en l'absence de changement systémique.

Reste à réintroduire la dimension internationale. Les pays d'Europe de l'Est, les plus exposés dans la compétition Est-Ouest, pouvaient-ils trouver un échappatoire en rejetant sur l'URSS la lourde charge des investissements de base, ou en réussissant avec son accord une ouverture vers l'Ouest ?

#### *La désagrégation du bloc soviétique par ses marges occidentales*

Le système soviétique présente une configuration atypique, en ce sens qu'il s'agit d'un ensemble international où la puissance dominante a pour principaux partenaires des pays plus avancés, à revenu supérieur au sien, à qui elle sert de pourvoyeur de produits primaires. De plus, après les réajustements de 1953-1956, les rapports d'échange au sein du CAEM sont devenus anormalement défavorables à l'URSS au regard des termes de l'échange mondiaux (censés pourtant déjà avantager les pays industriels du Centre au détriment de la Périphérie). Qu'on parle d'« exploitation à rebours », de prix payé pour le maintien du statut de grande puissance, ou plus simplement de l'URSS « piégée » (Lavigne) dans un mécanisme de formation des prix irrationnel et irréformable, le fait de base est de moins en moins contesté à partir des années 1960 : l'URSS vend « bon marché » des produits primaires parfaitement vendables en devises sur le marché mondial, et achète « cher » des biens manufacturés de qualité médiocre. Or ce fardeau commercial n'a aucun « rendement » politique : le mode de formation des prix est complexe, opaque,

aberrant au niveau micro-économique, et les partenaires de l'URSS ne ressentent que le caractère globalement désavantageux de l'appartenance au CAEM (jeu à somme négative). L'URSS, de son côté, multiplie les pressions sur eux, pour tenter d'obtenir un rééquilibrage ou des compensations, sous forme de contribution accrue à l'effort militaire ou d'aide aux partenaires du tiers-monde, de livraisons industrielles mieux adaptées à ses besoins, de participation aux charges croissantes qu'elle doit assumer pour les investissements énergétiques. Ces pressions sont une source de tensions constantes, mais leurs résultats limités ne peuvent qu'inciter l'URSS au désengagement : c'est l'un des facteurs qui expliquent l'absence de dynamique spontanée des échanges mutuels, malgré la volonté politique de relance plusieurs fois réaffirmée.

L'URSS, au demeurant, se garde bien de trop brusquer ses partenaires européens, tant elle est consciente de leur vulnérabilité. Économiquement, leur dépendance structurelle envers les échanges extérieurs est bien plus forte que celle de l'URSS, fût-ce pour de simples questions de dimensions ; et leur dépendance à l'égard des importations de technologie occidentale s'accroît au fur et à mesure que se creusent les écarts de productivité. Culturellement, surtout dans les pays où a existé une tradition démocratique, tous les regards se portent vers l'Ouest. La construction en 1961 du Mur de Berlin n'empêche pas les modes de vie occidentaux de rester, en tout, la référence. À l'été 1956 déjà, les premiers voyageurs hongrois admis à sortir de leur pays reviennent de Vienne « avec d'incroyables récits sur l'opulence qui règne dans la Kärntnerstrasse » (Jonas, in Kiraly et Jonas, 1978) : la propagande désormais devra renoncer à évoquer le sort misérable des populations soumises au capitalisme. Le flux des entrées de touristes étrangers, même lorsqu'il est à sens unique, suffit à exercer un effet corrosif sur les régimes communistes. Politiquement, les dirigeants post-staliniens sont placés en porte à faux entre les aspirations de leurs concitoyens et la soumission à Moscou, garant de leur pouvoir.

L'urgence des réformes, pour toutes ces raisons, se fait sentir en Europe du Centre Est avec plus de force encore qu'en URSS. Mais toute réforme décentralisatrice, si limitée soit-elle, comporte des risques imprévisibles. En fait, les gouvernements, faute de soutien au sein de la population, sont incapables de faire prévaloir une logique réformatrice résolue. La réforme des prix, reconnue comme le préalable à toute réforme cohérente, est une affaire d'État : au mieux, elle sera menée de manière incomplète, comme en Hongrie en 1968, au pire, différée jusqu'au seuil des années quatre-vingt comme en Pologne. L'ouverture extérieure, en l'absence de solution interne, peut apparaître alors comme une échappatoire, un palliatif, un substitut aux réformes économiques (alors qu'en réalité, elle ne pourrait réussir que si elle était le complément des réformes). Elle n'est plus perçue comme une menace, pourvu qu'elle ne s'accompagne pas de libéralisation intérieure : c'est le cas de la

Roumanie, un peu plus tard de la Pologne, de l'URSS elle-même. La dimension culturelle, pourtant, ne pourra jamais être totalement dissociée de la dimension commerciale et financière. L'ouverture contrôlée ne fournirait-elle pas un dérivatif aux difficultés des jeunes confrontés au mal de vivre en pays socialiste ? Mais, selon l'image de Kornai (1992), le courant d'air souffle avec d'autant plus de violence que la porte est seulement entrouverte... L'alternance entre phases de durcissement et de libéralisation partielle exerce un effet déstabilisant. L'attrait des modes de vie occidentaux crée des aspirations que l'économie socialiste est impuissante à satisfaire (à Budapest, il faut choisir : *kicsi vagy kocsi*, les enfants ou la voiture) ; la quête du second emploi est devenue le lot quotidien. Pour les gouvernements, l'équilibre de la balance des paiements avec l'Ouest constitue désormais la principale contrainte dont dépend la planification nationale ; sous la pression de la pénurie de devises, il faut passer avec le marché noir (marché clandestin, marché toléré, marché libre des devises ...) des compromis qui se révéleront délétères en Pologne dans les années quatre-vingt.

Imprévisible, la chute du communisme en Europe de l'Est ? En 1961, cinq ans après la répression de Budapest, le système soviétique apparaît déjà menacé, mais encore en position de force, encore menaçant. Quelques années après la répression de Prague, la fin du rideau de fer reste une éventualité lointaine, mais non plus totalement impensable : « The postwar division of Europe may be coming to an end » (Matusek, in JEC, 1974).

### Bibliographie

- ANDREFF W. (1993), *La crise des économies socialistes*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.
- ARON R. (1962), *Dix huit leçons sur la société industrielle*, Gallimard, Paris.
- ASLUND A. (1990), « How small is soviet national income ? », in H. Rowen, C. Wolf (eds.), (1990).
- ASSELAIN J. C. (1981), *Plan et profit en économie socialiste*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- BAIROCH P. (1976), « Europe's gross national product, 1800-1975 », *Journal of European Economic History*, vol. 5.
- BEAUD M. (1982), *Le socialisme à l'épreuve de l'histoire, 1800-1981*, Seuil, Paris.
- BEREND I. T. (1996), *Central and Eastern Europe, 1944-1993*, Cambridge University Press, Cambridge.

- BESANÇON A. (1981), *Anatomie d'un spectre. L'économie politique du socialisme réel*, Calmann/Lévy, Paris.
- BOYER R., CHAVANCE, B., GODARD, O. dir. (1991), *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Éditions de l'EHESS, Paris.
- BRUS W. (1986), *Histoire économique de l'Europe de l'Est (1945-1985)*, La Découverte, Paris.
- CARRÈRE d'ENCAUSSE H. (1983), *Le grand frère*, Flammarion, Paris.
- CHAVANCE B. (1992), *Les réformes économiques à l'Est. De 1950 aux années 1980*, Nathan, Paris.
- CIA (1988), *Revisiting Soviet Performance under Glasnost : Implications for CIA Estimates*, Washington.
- CIA (1993), *CIA Cold War Records. Selected Estimates on the Soviet Union, 1950-1959*, Washington.
- ERICSON R. (1990), « The soviet statistical debate : Khanin vs Ts Su », in H. Rowen, C. Wolf (eds.).
- HANKISS E. (1990), *Hongrie : essai en pathologie sociale*, Georg, Genève.
- HANSEN A. (1960), « The economics of the soviet challenge », *The Economic Record*, mars.
- HARDT J. P. et al. (1961), *The Cold War Economic Gap. An Increasing Threat to American Supremacy*, Praeger, New York.
- HOBBSBAWM E. (1996), *The Age of Extremes. A History of the World, 1914-1991*, Vintage Books, New York.
- ILLARIONOV A. (1988), « Gde my naxodimsia ? », *Eko*, n° 12.
- JOINT ECONOMIC COMMITTEE, CONGRESS OF THE UNITED STATES, Washington, US Government Printing Office, abrégé ci-dessous JEC :
- JEC (1957), *Soviet Economic Growth : A comparison with the United States*.
- JEC (1959, 1960), *Comparisons of the US and Soviet Economies*. Papers and Hearings.
- JEC (1962), *Dimensions of Soviet Economic Power*.
- JEC (1966), *New Directions in the Soviet Economy*.
- JEC (1969), *Economic Developments in the Countries of Eastern Europe*.
- JEC (1973), *Soviet Economic Outlook*.
- JEC (1974), *Reorientation and Commercial Relations of the Economies of Eastern Europe*.
- JEC (1976), *Soviet Economy in a New Perspective*.
- KHANIN G., SELIUNIN V. (1987), « Lukavaia tsifra », *Novy Mir*, n° 2.
- KIRALY B., JONAS P. (eds.) (1978), *The Hungarian Revolution of 1956 in Retrospect*, Columbia University Press, Boulder.
- KIRALY B. et al. eds. (1984), *The First War between Socialist States : The Hungarian Revolution of 1956 and its Impact*, Columbia University Press, New York.
- KORNAI J. (1992), *The Socialist System*, Princeton University Press, Princeton.

- LAVIGNE M. (1979), *Les économies socialistes soviétique et est-européennes*, Armand Colin, Paris.
- LEVESQUE J. (1987), *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*, Armand Colin, Paris.
- MADDISON A. (1995), *L'économie mondiale, 1820-1992*, OCDE, Paris.
- MARCZEWSKI J. (1973), *Crise de la planification socialiste ?* PUF, Paris.
- OFER G. (1987), « Soviet economic growth : 1928-1985 », *Journal of Economic Literature*, décembre.
- PERROUX F. (1954), *L'Europe sans rivages*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 1990.
- RICHTA R. ed. (1966), *La civilisation au carrefour*, Anthropos, Paris, 1969.
- ROSEFIELDE S. (1991), « The illusion of material progress : the analytics of soviet economic growth revisited », *Soviet Studies*, n° 4.
- ROWEN H., WOLF, C. (eds.) (1990), *The Improverished Superpower. Perestroika and the Military Burden*, ICS Press, San Francisco.
- SAMUELSON P. (1961), *Economics*, Mc Graw Hill, New York, 5<sup>e</sup> éd.
- SAPIR J. (1988), *Le système militaire soviétique*, La Découverte, Paris.
- SAPIR J. (1989), *Les fluctuations économiques en URSS, 1941-1985*, Éditions de l'EHESS, Paris.
- SCHROEDER G., EDWARDS I. (1981), *Consumption in the USSR. An International Comparison*, Government Printing Office, Washington.
- SEUROT F. (1996), *Les causes économiques de la fin de l'Empire soviétique*, PUF, Paris.
- STERNBERG F. (1951), *Le conflit du siècle. Capitalisme et socialisme à l'épreuve de l'histoire*, Seuil, Paris, 1958.
- TEICHOVA A. ed. (1997), *Central Europe in the Twentieth Century. An Economic Perspective*, Ashgate, Aldershot.